

L'IMPORTANCE DU PLÉBISCITE CONSTITUTIONNEL D'OCTOBRE 2020 POUR LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

(Traduction de courtoisie)

L'histoire constitutionnelle du Chili, comme celle de nombreuses nations d'Amérique latine, nous montre que ses changements et révisions ont été précédés de graves tensions politiques et de protestations sociales accompagnées de violence. Ainsi, la Constitution conservatrice de 1833, la première d'entre elles, est apparue après la défaite du côté libéral lors de la guerre civile de 1830. La Constitution de 1925, quant à elle, est le résultat de la pression militaire sur le gouvernement et de plusieurs massacres commis par l'État contre la protestation sociale qui émergeait pendant ces années.

Aujourd'hui, nous vous invitons à accompagner la naissance d'un processus politique qui marque la fin de la Constitution actuelle, née en 1980 sous la dictature de Pinochet et "approuvée" lors d'un plébiscite frauduleux la même année, qui n'a eu aucun dossier électoral, aucun espace de propagande, et qui s'est également déroulé dans un contexte d'interdiction de toute dissidence et de la plus grande violence politique.

Le 5 octobre 1988 marque le début d'un cycle vertueux dans la démocratie chilienne, puisque le plébiscite a été convenu comme moyen de sortir de la dictature. Le Chili, par une participation massive et renforcée, a cru et surmonté la peur pour dire NON à Pinochet, et ouvrir la voie de la démocratie. Le processus que nous avons entamé en tant que pays ce 25 octobre est exceptionnel car il est l'expression des manifestations sociales massives qui se sont déroulées au Chili depuis octobre 2019 et qui ont fait descendre des millions de personnes dans la rue en raison de l'accumulation de l'agitation et de l'incertitude reflétée par le rejet de la hausse des tarifs des transports publics. Ces expressions massives de mécontentement citoyen ont agi comme un mouvement tellurique, qui a supprimé les fondements de notre système politique, ébranlant l'institutionnalité héritée de la constitution de la dictature.

Aujourd'hui, la tâche de la démocratie chilienne est de construire ensemble une nouvelle constitution à travers un processus participatif qui définit un nouvel équilibre des pouvoirs et établit les bases d'un système social, juste, démocratique, participatif, digne et respectueux de l'environnement.

Le 25 octobre 2020, les Chiliens devront voter "l'approbation" ou le "rejet" de l'idée d'une nouvelle Constitution politique de l'État, et choisir entre deux organes chargés de la rédiger : la "Convention constitutionnelle commune", composée en partie de conventions élues uniquement à cette fin et par les parlementaires en exercice, et la "Convention constitutionnelle", composée entièrement de citoyens élus.

Les forces progressistes du Chili, en particulier les partis qui représentent le Parti socialiste du Chili, le Parti radical et le Parti pour la démocratie, veulent contribuer à un nouveau Chili et nous prenons comme définition l'option de l'APPROBATION et d'une Convention constitutionnelle. Nous pensons que cet organe représente le mieux les souhaits de démocratie, de changement et de pleine participation que les citoyens exigent. Ce sera également la première constitution rédigée par un organisme de parité des genres, et nous pourrions réussir à désigner des ecaños (communautés indigènes).

Si ce que nous espérons tous est que se concrétise dans le plébiscite, nous pourrions être les témoins et les protagonistes d'un moment fort de l'histoire de notre pays, dans lequel non seulement le peuple entrera par la grande porte de la démocratie, mais nous pourrions aussi discuter des enclaves

héritées du mouvement Pinochet qui empêchent un développement juste et harmonieux du pays. Il s'agit notamment des pouvoirs supra-constitutionnels et discrétionnaires de la Cour Constitutionnelle ainsi que de la propriété privée sur l'eau, pour ne citer que quelques sujets de connaissance internationale. Nous pourrions discuter de la notion de l'État social et démocratique des droits et des principes qui en découlent, ce qui est très conforme à ce qui a fortement résonné parmi les demandes des citoyens.

Nous savons que le Chili sera à la hauteur et nous voulons le partager avec les progressistes du monde entier.

Santiago du Chili, 15 octobre 2020